

Québec n'est pas une province comme les autres, et ce sont les Pères de la Confédération qui l'ont déclaré en premier lieu. Cela a été confirmé dans l'Acte constitutionnel de 1867, et il en est ainsi depuis 110 ans. Seul un premier ministre du Canada a prononcé une phrase malheureuse, qu'il a regrettée par la suite puisqu'elle a fait l'objet d'une vive controverse au Québec. En effet, le très honorable Louis St-Laurent a déclaré un jour que le Québec était une province comme les autres, ce qui ne reflète pas la réalité.

En 1977, la Constitution ne donne plus satisfaction ni aux anglophones ni aux francophones. Plus que jamais à travers le Canada il est fortement question qu'une nouvelle constitution s'impose si on veut maintenir l'harmonie canadienne. Ce n'est pas seulement depuis le 15 novembre 1976 que ce problème se pose et que les Québécois en particulier ne sont pas satisfaits de l'interprétation et de l'application de la constitution par le gouvernement fédéral. Sous le gouvernement de M. Duplessis, le Québec combattait la centralisation des gouvernements d'Ottawa, et M. Duplessis réclamaient plus d'autonomie pour les provinces. Qu'on se rappelle l'alliance de M. Duplessis et du premier ministre Hepburn de l'Ontario pour faire échec à la centralisation du gouvernement libéral de l'époque. La lutte a continué sous M. Jean Lesage, premier ministre du Québec. C'est même lui qui s'est servi le premier du mot «État du Québec». Daniel Johnson va plus loin, il parle d'égalité ou d'indépendance. Son raisonnement est tout à fait logique. Bertrand, qui lui succède, continue dans la même veine. Robert Bourassa, premier ministre libéral au Québec, alors qu'il y a un premier ministre libéral à Ottawa, ne s'entend pas non plus avec Ottawa au sujet de la constitution. Depuis 1867 le fédéral centralise le pouvoir et laisse commettre de nombreuses injustices à l'égard des Canadiens français.

C'est un anglophone, du nom de Gordon Robertson, qui en rappelait quelques-unes en mai 1977, devant les finissants de l'Université de Dalhousie. Je cite ses propres paroles.

Sa thèse est claire: «Depuis plus d'un siècle, dans les provinces autres que le Québec, comme à l'échelle nationale, notre histoire est la négation même du principe de la coexistence sur un pied d'égalité—ou même de la coexistence tout court—de deux communautés culturelles.»

Voici les faits en cause:

Il en rappelle quelques-uns, et je cite:

En 1885, Louis Riel a été pendu parce qu'il avait tenté de défendre les intérêts des métis francophones de l'Ouest.

En 1890, le Manitoba foulait aux pieds les droits du français, pour faire de l'anglais l'unique langue de son Assemblée législative, de ses lois et de ses tribunaux.

On le sait, ces choses-là sont pas mieux faites par des anglophones que par des francophones. Quand c'est bien, c'est bien! Quand c'est mal, c'est mal! Il faut le reconnaître. Je continue la citation.

En 1891, les prescriptions de la loi relatives au français étaient abrogées dans les Territoires du Nord-Ouest.

En 1905, les nouvelles provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan déniaient tout droit de cité au français sur leur sol.

En 1913, l'Ontario adoptait le règlement 17 qui proscrivait l'enseignement du français dans ses écoles.

Et M. Robertson termine par la remarque suivante que je cite:

Unité nationale

Balayant comme une illusion l'argument du niveau de vie que brandissent tant de libéraux, M. Robertson prédit qu'à moins de voir les Anglais se décroter de leur mesquinerie insensible et pétrie d'hostilité, «les Canadiens français risqueront tôt ou tard l'appauvrissement pour recouvrer leur dignité. Un peuple fier ne s'achète pas».

● (1810)

Si ces propos étaient tenus par un francophone, on pourrait dire que c'était des propos de «braillards», des gens qui se plaignent tout le temps. Mais ce sont des propos tenus par un anglophone qui a observé, qui se souvient que cela vient de l'histoire et vise tout simplement à nous mettre en garde contre une situation que nous vivons présentement au Canada. A quoi sert de parler d'unité nationale quand on sait fort bien que le gouvernement fédéral a davantage à tenir l'opinion des provinces divisées afin de pouvoir mieux s'imposer en roi et maître! Cette divergence d'opinion se manifeste déjà depuis longtemps. Il y a donc division partout. Les provinces s'en retournent après des conférences toujours insatisfaites: personne ne peut s'entendre, ou personne ne veut s'entendre. Voilà maintenant 50 ans, tant du côté du gouvernement fédéral que du côté des provinces, qu'on parle de rapatrier la Constitution, mais on n'a jamais réussi à proposer une formule d'amendement sur laquelle tout le monde aurait pu s'entendre.

Tant et aussi longtemps qu'on ne se décidera pas d'aborder sérieusement et en profondeur une révision du partage des pouvoirs, il sera inutile d'espérer se donner une nouvelle constitution. On ne peut espérer unifier un pays alors qu'il existe des inégalités régionales sérieuses, alors que des milliers de travailleurs sont en chômage. Je me permets, monsieur le président, de reprendre quelques phrases prononcées à Toronto le 21 mars dernier par le président de la Banque Royale du Canada, qui dit ceci et je cite:

... le problème de l'unité canadienne auquel nous faisons face aujourd'hui (et qui risque de détruire notre pays si nous ne le réglons pas) trouve son origine dans le type de système fédéral que nous avons adopté.

Et il ajoutait ceci, que je cite:

... l'heure n'est pas au replâtrage, mais plutôt à la reconstruction qui est inévitablement liée à la réforme constitutionnelle... et en réexaminant notre Constitution, nous aurions davantage à étudier un système qui assurerait de meilleurs mécanismes de consultations entre les provinces et le fédéral... car la série de conférences fédérales-provinciales que nous avons connues jusqu'ici semblent être devenues des occasions de confrontation, de contestation et de publicité politique.

Et, entre parenthèses, depuis 1963 cela fait 27 conférences fédérales-provinciales que l'on tient sur le sujet, et l'on n'est pas plus avancé qu'en 1963.

On nous apprenait il y a quelques semaines que des personnalités de marque voyageraient à travers le pays pour parler d'unité nationale. J'invite ces gens à aller dans nos circonscriptions et à parler d'unité nationale avec les ex-ouvriers du textile, du vêtement, du meuble ou de la chaussure. Qu'ils parlent longuement d'harmonie nationale avec ces gens-là, ils vont les écouter très attentivement, mais lorsque viendra leur tour de s'exprimer, qu'ils les écoutent à leur tour également. Ils répéteront ce qu'ils nous disent, savoir que le gouvernement fédéral ne fait pas son devoir, qu'il laisse entrer des importations qui concurrencent notre propre production, et que les ouvriers sont mis à pied, que les usines ferment leurs portes.